Nations Unies E/CN.9/2015/NGO/8

Conseil économique et social

Distr. générale
1er janvier 2015
Français
Original : anglais

Commission de la population et du développement
Quarante-huitième session
13-17 avril 2015
Débat général sur l'expérience nationale en matière de population sur le thème « Réaliser l'avenir que nous voulons : prendre en compte les questions de population dans le développement durable, y compris dans le programme de développement pour l'après-2015 »

Déclaration présentée par Hydroaid, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration suivante, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* La présente déclaration n'a pas fait l'objet d'une relecture sur le fond par les services d'édition.

14-67536 (F) 280215 030315

Merci de recycler

Déclaration

S’appuyer sur des réseaux pour faire face aux contraintes démographiques et environnementales tout en favorisant un développement durable pour tous

La croissance démographique et l’absence de directives en matière de planification sont deux des principales causes qui font que les pays en développement se retrouvent confrontés à des situations critiques en termes de dégradation de l’environnement et de qualité de vie, à des difficultés insurmontables pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et à une instabilité. Pour Hydroaid, la solution repose sur une approche intégrée du développement axée sur l’eau comme ressource essentielle et sur la formation comme outil de promotion d’une gestion durable des ressources.

Les conséquences toujours plus inquiétantes des changements climatiques et environnementaux à l’échelle de la planète, qui font peser des contraintes supplémentaires considérables sur des pays aux ressources déjà très limitées, nous ont conduits au fil des années à nous attacher tout particulièrement aux pays dont les ressources locales subissent de fortes pressions. C’est pourquoi nous nous sommes félicités du thème de la Journée de la Terre 2014 « Villes vertes », qui invite la communauté internationale à s’intéresser de près à la relation entre les tendances en matière d’urbanisation et les questions de développement durable et de population.

Dans le même temps, nous sommes conscients depuis longtemps déjà du rôle joué par les investissements privés, lesquels sont de plus en plus importants et qui, dans certains contextes, sont même devenus le principal moteur de l’économie. Nous estimons que, dans la mesure où il contribue à la croissance du PIB de manière directement proportionnelle, le secteur privé ne peut être ignoré par la coopération internationale, et qu’une mise en œuvre réussie du programme de développement pour l’après-2015 ne sera possible qu’en intégrant des stratégies qui renforcent les synergies entre entités publiques et privées.

Tout au long de nos 13 années d’activité, nous avons observé avec une inquiétude grandissante la croissance rapide et incontrôlable des agglomérations urbaines dans les pays en développement. C’est le cas notamment d’Arba Minch (Éthiopie), ville cible de notre récent projet WATSAM, une initiative financée par l’Union européenne et destinée à soutenir le secteur local de l’approvisionnement en eau et de l’assainissement. La population d’Arba Minch a plus que doublé au cours des 20 dernières années et s’établit aujourd’hui à près de 100 000 habitants. La même tendance a été identifiée dans le reste de ce pays, qui est le deuxième plus peuplé d’Afrique et dont la croissance démographique est la plus forte. Arba Minch, comme d’autres régions semblables, devra probablement faire face à de fortes contraintes environnementales et à une dégradation de ses conditions de vie si une bonne gouvernance et des mesures de prévention ne sont pas mises en place dès maintenant.

Depuis son lancement en 2012, WATSAM s’efforce de renforcer la coopération en favorisant les échanges entre les parties prenantes locales : les institutions et les services d’utilité publique ont tous été encouragés à adopter une approche d’intégration progressive entre entités publiques et privées partageant les

mêmes règles et objectifs. Cette initiative a fait notamment ses preuves dans d'autres projets de coopération menés par Hydroaid, par exemple au Brésil, avec qui nous avons mis en place, il y a 10 ans, un programme de coopération associant un système de contrôle rigoureux du secteur public au rôle croissant du secteur privé.

C'est dans ce contexte que nous nous félicitions de l'occasion qui nous est offerte de participer à la conférence internationale organisée par l'Istituto Affari Internazionali (IAI) et la Fondation européenne d'études progressistes (FEEP) intitulée « Promouvoir la stabilité et le développement en Afrique : renforcer la coopération entre les secteurs public et privé » (Turin, Italie, 1er et 2 décembre 2014). Cet événement a permis d'instaurer un dialogue positif entre des entités des plus diverses, allant des institutions publiques aux sociétés privées et aux ONG, mais qui ont toutes reconnu la nécessité de promouvoir des approches participatives du développement afin de garantir une plus grande implication des parties prenantes, ainsi que de tirer parti du potentiel du secteur privé pour effectuer les investissements publics nécessaires. Une combinaison puissante qui, si elle est envisagée de manière appropriée, pourrait permettre d'allier croissance du PIB et répartition plus équitable des richesses.

Il s'agit là d'un changement radical dans la manière d'envisager le développement durable : basée sur une prise en compte réaliste des forces en présence, cette approche part du principe que c'est la collaboration et non la concurrence qui garantit des niveaux élevés d'efficacité, de qualité et de durabilité des services rendus – particulièrement dans les domaines de l'approvisionnement en eau et en énergie, et de la gestion des déchets. Voilà comment Hydroaid conçoit son rôle dans « le renforcement de la coopération entre les secteurs public et privé », sans oublier que lorsque l'on parle de services de base, il s'agit non seulement de l'eau mais aussi des questions telles que les changements climatiques, l'eau, la nourriture et l'énergie, qui font appel à une vision intégrée du développement telle que préconisée dans le rapport de 2014 sur la mise en valeur des ressources en eau dans le monde.

Notre expérience nous a appris qu'en plus de bonnes politiques environnementales, il est également nécessaire de travailler sur le partage des compétences et des savoir-faire, afin que ceux-ci soient interprétés de manière adéquate et systématiquement intégrés aux dispositifs nationaux et locaux. Le transfert approprié des connaissances et la capacité à les diffuser dans des systèmes au niveau local sont essentiels si l'on veut maintenir la croissance à long terme. Ces initiatives peuvent être encore renforcées, en vue de la réalisation des objectifs de développement durable énoncés dans le programme de développement pour l'après-2015, grâce à un modèle de gestion des services dans lequel les acteurs privés ont un rôle actif et trouvent dans les réseaux de coopération des éléments d'amélioration constante.